

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 320.36.20
C. C. P. 1248-74 N PARIS

(Tout le monde s'accorde à reconnaître dans le péronisme une donnée essentielle de la situation politique de l'Argentine. Les divergences se font jour pour son interprétation, en raison du caractère ambigu de ce mouvement: la gauche et la droite se réclament de lui (cf document DIAL D 112).

Pour cerner la personnalité du fondateur du péronisme et saisir son analyse politique, on doit partir de ce que Perón dit de lui-même. C'est ce qu'il fait dans cette très longue déclaration, faite en fin octobre 1973 à une délégation de soixante membres du "Mouvement des Prêtres pour le Tiers-Monde".

Dans le climat de violence grandissante dans le pays, Perón est plus que jamais une question.

Texte espagnol publié par NADOC, Lima-Pérou, n° 360, 29 novembre 1973. Intertitres de la revue) (Note DIAL).

Messieurs,

Je voudrais que mes premières paroles soient pour vous adresser les salutations très chaleureuses de Mgr Casaroli, secrétaire d'Etat du Vatican (1). Avec lui, nous avons beaucoup parlé de l'Argentine et des prêtres pour le Tiers-Monde dont il partage beaucoup de positions. Il m'a chargé de vous transmettre ses salutations très chaleureuses en attendant qu'il ait l'occasion de parler avec vous.

L'évolution du monde

J'ai suivi de très près cette évolution parce que, comme tous les catholiques, je m'intéresse à la situation de l'Eglise qui n'est guère confortable. Il est normal que l'Eglise s'accorde aux nouvelles idées, car le monde est marqué par une évolution profonde et rapide à laquelle personne ne peut échapper.

Nous assistons indiscutablement, depuis un certain nombre d'années, à un changement de système qui va inévitablement nous conduire à une réforme des schèmes qui ont présidé jusqu'à maintenant à l'organisation générale du monde démocratique, libéral et bourgeois en vigueur depuis deux siècles. Pour moi, cette évolution est simple. Depuis 1800, un changement réel s'opère en Europe au long de vingt années de guerre qui marquent la fin du Moyen-Age et la naissance du système démocratique, libéral et bourgeois du capitalisme.

Il est hors de doute que ce système qui a organisé et dominé le monde pendant deux siècles est parvenu à faire évoluer la science et la technique d'une façon considérable par rapport aux dix siècles précédents. Nous ne pouvons le nier. Mais nous ne pouvons non plus nier que

(1) En réalité, Mgr Casaroli n'est pas secrétaire d'Etat du Vatican, mais secrétaire du Conseil pour les Affaires Publiques de l'Eglise (N.d.T.)

cet effort immense a été réalisé au prix de la famine, de la misère et de la souffrance du peuple. Les moyens modernes de communication de masses ont cependant donné aux peuples la possibilité de s'informer. Aujourd'hui, un paysan de chez nous perdu à mille kilomètres dans l'intérieur du pays est à l'écoute du transistor qui lui dit ce qui se passe à l'heure même dans le monde. Il n'est plus possible de continuer à le tromper. Comme le disent si bien les enfants de chez nous: on n'est pas si bête qu'on en a l'air!

Il n'est plus possible de masquer la situation en détournant l'attention des gens. Les changements en cours amènent les populations à ne plus accepter les sacrifices. D'après moi cela signifie que pour la première fois l'action de masse des populations coïncide avec l'évangile. Pour la première fois sans doute.

Jusqu'à maintenant, les populations étaient accusées d'abandonner la foi et considérées comme passives vis-à-vis de l'évolution du monde. Elles subissaient les conséquences. Elles n'étaient jamais invitées à agir sur les causes. Aujourd'hui il semble que le monde commence à se christianiser. Nous avons le devoir de changer le système démocratique, libéral et bourgeois, basé sur le sacrifice du peuple, en un autre système qui n'implique pas ce sacrifice et où l'homme devienne la perspective essentielle.

Le justicialisme

C'est un tel système que nous avons élaboré avec le justicialisme, il ya de cela près de trente ans. Nous avons commencé à dire ces mêmes choses. Nous avons cherché un système qui exclût le sacrifice du peuple. Pas l'effort, bien sûr! Un effort partagé qui soit compensé par les avantages que l'homme en retire en comblant ses nouvelles aspirations. C'est-à-dire un système de justice sociale, comme le dit notre mouvement. Sans justice sociale, il n'est point d'avenir possible.

Nous avons chez nous un certain nombre d'années d'expérience. On peut déployer des efforts considérables pour avancer dans telle ou telle direction; si le peuple ne veut pas, on ne peut rien faire. Contre le peuple on ne peut rien. La dictature, la force, la violence ne sont pas des moyens utilisables pour les peuples modernes. Nous le constatons dans le monde entier. Cela n'aboutit qu'à provoquer une réaction toujours plus violente. C'est pour cela que les impérialismes d'aujourd'hui sont des systèmes rétrogrades.

La troisième position

Ce n'est un secret pour personne qu'en 1945, à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, trois vieillards décrépits se sont réunis à Yalta pour mettre de l'ordre dans le monde: Churchill, Roosevelt et Staline. Cette réunion de Yalta a permis aux impérialismes de se partager le monde. Ils ont tracé une ligne-frontière destinée à éviter des conflits ultérieurs d'influence: l'Est est tombé sous la domination d'un impérialisme, l'Ouest sous un autre. Les objectifs de ces deux impérialismes étaient les mêmes. On dit que les premières paroles de Staline lors de la rencontre de Yalta ont été celles-ci: "Nous avons gagné la guerre parce que nous étions unis. Nous n'allons pas perdre la paix en étant désunis. Depuis lors, les deux grands impérialismes ont commencé de marcher

de concert et parfois la main dans la main. Depuis lors, également, certains ont estimé que les peuples aspirant à la liberté pouvaient prendre une position qui ne fût ni d'un côté ni de l'autre. C'est ce qui nous a amenés en 1945 à prendre une troisième position, aussi distante d'un impérialisme que de l'autre. Il existait un Tiers-monde à la recherche de lui-même dont le destin s'est précisé au fil des ans et qui se situe à cette place au plan international.

Le justicialisme, sur le plan intérieur, voulait être un système de justice sociale et prendre, sur le plan extérieur, une troisième position n'obéissant à aucun système impérialiste.

De cette fameuse réunion de Yalta il est sorti un partage du monde au bénéfice des impérialismes dont les objectifs et, ce qui est pire, les desseins sont identiques. Dans un monde peuplé de 3,8 milliards d'habitants, la moitié sont victimes de la famine. Qu'en sera-t-il dans vingt-sept ans, en l'an 2.000, quand le monde comptera 7 ou 8 milliards d'habitants? C'est un problème que personne ne peut éluder. Les impérialismes sont responsables de la solution à venir. Ils savent très bien que s'ils ne prennent pas les dispositions nécessaires, ils en seront les premières victimes.

L'impérialisme sait que, par la fatalité de l'histoire, il vit la parabole de tous les temps: il naît, grandit, se développe, domine puis retombe, vieillit et disparaît. Les impérialismes ne se détruisent pas du dehors, ils pourrissent par le dedans. C'est ce qu'enseigne l'histoire. Mais si Rome a mis, à l'époque du char à boeufs, un siècle pour se décomposer et disparaître, on peut penser qu'à l'époque du "jet" la question soit tranchée plus rapidement; et c'est ce qui les préoccupe.

Ainsi, pour nous, c'est en 1945 que nous avons choisi une troisième position et apparemment, ce choix est resté comme suspendu dans le vide. Vingt-sept ans se sont écoulés. Aujourd'hui, les deux-tiers du monde se rangent de ce côté et constituent un Tiers-monde qui doit de défendre des pièges du temps et des pièges non moins dangereux des impérialismes.

L'explosion démographique et industrielle

Dans un monde surpeuplé et superindustrialisé la crise doit nécessairement et spécialement toucher le problème de l'alimentation et celui des matières premières, car ce sont les éléments de base pour maintenir la vie et la technologie qui semble être l'avenir du monde. Il faut ajouter à cela un facteur négatif: la destruction du milieu naturel par suite de l'insouciance de l'homme. Nous finissons par manquer d'espace parce que les terres sont transformées en dépotoirs. Nous finissons par manquer d'eau parce que les rivières sont transformées en égouts. Nous finissons par manquer d'air parce que l'atmosphère est polluée et que nous détruisons les éléments régénérateurs d'oxygène. C'est un problème qui s'ajoute à la grave question de l'explosion démographique que connaîtra l'humanité de l'an 2.000.

Les solutions impérialistes

Face à cette situation, les impérialismes estiment qu'en fonction de l'histoire passée, quand il y a eu des secteurs ou des zones de surpeu-

plement, les solutions ont toujours été de deux sortes. Cela est confirmé par le fait que le surpeuplement n'est seulement fonction du nombre d'habitants par rapport à un territoire donné, mais qu'il dépend aussi du déséquilibre entre le nombre d'habitants et leurs moyens de subsistance. C'est ainsi que la première des deux façons de régler ce problème consiste dans la suppression biologique: ce dont se chargent la guerre, la famine et ses séquelles. La seconde est le voie géopolitique: une production accrue et une meilleure distribution des moyens de subsistance. C'est celle qu'ont choisie les impérialismes d'aujourd'hui en passant l'accord de Yalta et en le ratifiant deux ans plus tard par les traités de Postdam; ils ont ainsi ouvert la voie à un néo-colonialisme mondial, désireux qu'ils sont de se rendre maîtres des grands zones de réserve qui existent encore à travers le monde.

Dans ce but, les Nations-Unies ont d'abord créé la "Commission des 24" en vue de la libération des colonies. C'est-à-dire qu'elles ont demandé à l'Europe de laisser les colonies qu'elle avait en Afrique et en Asie. Puis les impérialismes se sont aussitôt lancés à leur conquête. Voyez comme chacune des entreprises qui constituent le point de départ de l'emprise sur les grandes zones de réserve ont toujours un nom: le Congo s'appelle uranium, le Moyen-Orient s'appelle pétrole - 80% du pétrole mondial alors que dans quinze ans les Etats-Unis auront épuisé leurs réserves; le Sud-Est asiatique s'appelle riz, car c'est là qu'on peut produire du riz pour l'ensemble de l'Asie. Quant à nos pays, ils constituent les plus importantes réserves d'aliments et de matières premières actuellement existantes. C'est la raison pour laquelle M. McNamara président de la Banque Internationale, vient chez nous et ose déclarer que l'Argentine doit abandonner toute prétention d'industrialisation pour devenir un pays d'élevage et de culture. Et il nous conseille encore l'emploi de la pillule pour que la population n'augmente pas. Rendez-vous compte de l'aberration dont font preuve nos petits frères du Nord dans leur imagination infantile!

L'industrialisation de notre pays n'est pas un sujet sur lequel on opine ou exprime des désirs: elle est une nécessité absolue. Dans notre pays aussi grand et aussi peu peuplé, la campagne ne peut occuper que le tiers de la population. Si nous n'industrialisons pas, de quoi vont vivre les deux autres tiers qui habitent en ville? Pour ce qui est de la pillule, il est invraisemblable que l'on y pense seulement pour ce type de population. Chez nous, la crise vient du manque de peuplement. Il est évident qu'ils ne veulent pas que la population augmente par crainte de compromettre les importantes réserves sur lesquelles ils comptent pour l'avenir.

Il se passe pour notre pays - comme j'ai l'habitude de le dire - la même chose que pour une personne démunie à qui l'on dirait: "Allez vivre au Plaza Hotel. Vous pourrez vous y installer librement, mais vous paierez la note". Qu'advierait-il alors? La République Argentine est un Plaza Hotel dans lequel l'homme pauvre - c'est le cas de l'ensemble de la population de l'Argentine - ne peut payer la note. Alors nous vivons d'expédients sans résoudre le problème.

Je parlais il y a peu avec le président du Conseil italien des ministres, M. Andreotti, et il me disait: "Nous autres italiens, nous n'oublions pas que les argentins nous ont donné à manger quand nous passions par une mauvaise phase à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale et nous

aimerions vous rendre la pareille d'une façon ou d'une autre. De quoi a besoin l'Argentine?". Je lui répondis: "Envoyez-nous vingt millions d'italiens qui sont en trop chez vous". Ils ont en effet un énorme problème de surpeuplement: près de 60 millions d'habitants pour un territoire d'un demi-million de km². Nous serions très heureux d'accueillir 20 millions d'italiens. La maxime d'Alberdi demeure vraie, d'après laquelle le gouverner c'est peupler. Et gouverner, c'est créer des possibilités de travail.

Conséquences de la pénétration impérialiste

Ce processus de la pénétration impérialiste, nous sommes en train de le vivre chez nous. Ignorons-nous que de 1955 à aujourd'hui, 75% de l'activité du pays sont passés entre les mains des grands monopoles? Ignorons-nous qu'en 1968, vingt-cinq banques ont été rachetées en un mois? Messieurs, si l'on pouvait avoir le moindre doute en ce domaine, ce ne serait certainement pas pour dire que le pays en a tiré profit. Le seul à en tirer profit a été l'impérialisme qui a envahi notre pays au cours des cinq gouvernements que nous avons connus depuis 1955.

Pour notre part, nous avons libéré le pays. Nous l'avons libéré au sein de ses frontières. Et nous avons créé une économie de l'abondance à partir de l'économie de misère dont nous avons hérité en 1945. En ce temps-là, aucun argentin n'avait moins de 100 pesos dans son porte-monnaie et tout le monde mangeait tous les jours à sa faim. Aujourd'hui, voyez-vous, avoir 100 pesos dans son porte-monnaie c'est avoir 5 centimes d'autrefois. Et dans nombre de maisons d'Argentine, on mange à la petite semaine.

C'est dire, messieurs, que nous nous trouvons devant un problème économique considérable. C'est vrai. D'abord parce qu'il n'existe aucune sécurité pour ceux qui ont les moyens, et ensuite parce que ceux qui n'ont pas les moyens connaissent des jours de plus en plus difficiles.

J'ai rendu visite il y a quelques jours au quartier du P. Mugica. Franchement, une telle situation donne envie de pleurer à quiconque n'a pas le coeur insensible. De tels spectacles à cinq cents mètres d'une ville opulente ne devraient pas exister. Le spectacle de la misère est plus irritant quand il se donne à proximité de l'abondance. A la vue de tant de problèmes non résolus, on doit conclure que pour en arriver là il a fallu que quelque chose s'aggrave. En Argentine, l'épargne a toujours été une affaire importante; aujourd'hui, on dépense pour payer les dettes contractées, sans bien savoir à quoi elles correspondent. Le pays est actuellement victime d'une sérieuse évasion de capitaux.

Il y a trois ou quatre ans, on a voulu faire un emprunt, mais les banquiers nord-américains ont répondu qu'il y avait près de 10 milliards de dollars en capitaux argentins déposés dans les banques nord-américaines. Comment pouvions-nous demander 1 milliard de dollars alors qu'il y en avait 10 là-bas! A ces capitaux déposés à l'étranger, il faut ajouter les sommes transférées régulièrement ("décapitalisation") par les entreprises installées dans le pays au cours des dernières années. Les chefs d'entreprise implantent des usines, ils n'implantent pas de capitaux. Par le biais de mouvements financiers ils "décapitalisent" en permanence le pays. Une entreprise qui apporte 100.000 dollars pour s'ins-

taller, emprunte sur place 100.000 autres dollars à des banques, et les mouvements financiers sont alors calculés sur la base non des 100.000 dollars apportés mais des 200.000 du capital constitué. Nous avons autrefois des lois pour contrôler cela. On les a évidemment supprimées. Nous avons une loi sur les mouvements bancaires pour empêcher l'évasion des capitaux. On l'a évidemment supprimée.

Tout ceci, messieurs, obéit à un plan en voie d'extension. Ce n'est la conséquence ni d'erreurs ni de fatalités. C'est une affaire parfaitement organisée, car seule une Argentine en dépression, appauvrie et désespérée peut être victime d'une pénétration impérialiste dont la puissance se manifeste à travers le monde. Je ne me réfère pas seulement à l'Ouest. Je me réfère aux deux impérialismes, c'est-à-dire aussi aux communistes qui, dans leur zone d'influence, ont édifié un nouvel empire comparable à celui qu'édifie à l'Ouest l'impérialisme américain. Chacun de ces deux pays se déclare aujourd'hui contre l'impérialisme, mais ils s'avèrent l'un et l'autre incapables de s'en défaire.

De 1946 à 1955, nous avons libéré le pays. Personne ne pointait ici le bout de son nez sans recevoir son dû. Notre pays était souverain. Mais la synarchie internationale manipulée depuis les Nations-Unies, nous l'avons vue à l'oeuvre ici quand le communisme et le capitalisme faisaient l'union contre notre pays qui s'était libéré. On y trouvait aussi le sionisme, la franc-maçonnerie et, ce qui est plus étrange et plus regrettable, l'Eglise Catholique (2). Pourquoi? Parce que nous avons commis le crime de nous libérer de l'impérialisme et de commencer à penser par nous-mêmes. Cette synarchie internationale nous a dominé de tout son pouvoir et a fini par nous écraser. C'est ce qui se passe au Chili, au Pérou, à Cuba et qui se passera dans tout pays d'Amérique Latine cherchant à se libérer de la pénétration impérialiste.

C'est une lutte qu'il nous faut mener dans toutes les provinces et tous les recoins de la République. C'est pour nous la seule façon de résoudre ce grave problème: la domination impérialiste. Il nous faut aujourd'hui comprendre le problème et pour le comprendre nous devons analyser les circonstances qui lui permettent de se manifester dans notre pays. J'ai parlé en général. Je vais me référer à notre pays et parler de notre problème à nous. Comment en est-on arrivé là? Que s'est-il passé dans ce pays béni?

Le problème de notre pays

Tout a commencé pour nous en 1956, au moment de la première réunion des présidents américains à Panama. J'étais à Panama. Pour ne pas me trouver dans une situation embarrassante, je suis allé à Managua, car il y avait au Nicaragua un président ami, le général Anastasio Somoza(3). Je me trouvais chez lui pendant le déroulement de la conférence et comme j'étais son ami, je lui avais dit: "Mon cher "Tacho", ayez l'amabilité de me rapporter des informations. Je ne puis me rendre à la conférence, mais je suis très intéressé par ce qui va s'y dire". De fait, ce grand ami est allé à Panama et il m'a rapporté les informations demandées. A son retour, douze jours plus tard, il m'a dit: "Voici les comp-

(2) Une mesure d'excommunication avait été portée contre Perón (N.d.T.)

(3) Perón avait été déposé en 1955 de la présidence de la République (N.d.T.)

te-rendus dactylographiés de la conférence. Mais vous savez, Perón, ce n'est pas la peine de lire cette montagne de papier, car il n'y est question que de demandes d'aide et d'emprunts. Une seule chose va vous intéresser: ce qui s'est dit l'avant-dernier jour et que les journaux ont publié sans scrupule".

Le président Eisenhower avait en effet déclaré: "Etant donné que, dans l'avenir, une guerre internationale est impossible en Amérique Latine, les forces armées conventionnelles, c'est-à-dire l'Armée de Terre, la Marine et l'Aviation ont perdu leurs raisons d'être antérieures. Mais étant donné que le communisme est notre ennemi sur le continent, les forces armées doivent désormais s'appliquer exclusivement à le combattre".

Deux ans plus tard, ils ont tenu une réunion à San José, au Costa Rica, pour harmoniser et coordonner les différents efforts des Forces Armées. Au cours de l'interrègne de 1956 à 1958, sur l'initiative du Pentagone ainsi que le prétendent certains, ils ont invités aux Etats-Unis tous les chefs d'état-major. Là, ils leur ont administré le lavage de cerveau approprié; ils ont organisé des cours pour les chefs d'état-major et les officiers latino-américains dans le "Canal Zone", comme ils appellent le canal de Panama, là où se trouvent cantonnées les forces des Caraïbes. C'est ainsi qu'on est arrivé en 1958, au moment où eut lieu la réunion des chefs d'état-major au Costa Rica. Chose curieuse: immédiatement après, tous les pays latino-américains sont tombés entre les mains de dictatures militaires! La plupart de ces dictatures ont provoqué l'apparition d'un militarisme plus avancé que celui d'une simple dictature militaire, c'est-à-dire que les militaires ont réussi à se transformer en guides et en chefs de la nation et du peuple.

Nous savons par l'histoire à quels résultats aboutissent les militaires au pouvoir. Par trois fois en un court laps de temps, ils ont conduit l'Allemagne à la ruine. Le Japon, une fois. Ils le savent, mais ils ne veulent pas en entendre parler. Voyons la situation de quelques pays sur notre continent. Que se passe-t-il au Brésil? Que se passe-t-il en Bolivie? Que va-t-il se passer en Uruguay? Que vient-il de se passer au Honduras? Les événements ne se sont pas produits par hasard. Il y a une main derrière tout cela.

Un jour un ami américain - plus ami du whisky que de moi: je lui versais du whisky et il me donnait des informations - me disait en toute franchise: "Ne vous y trompez pas! L'opinion courante aux Etats-Unis est que les peuples latino-américains ne nourrissent pas seulement des sentiments d'opposition par rapport à nous, mais des sentiments de haine. Nous savons que du côté populaire nous ne pouvons aller bien loin. C'est la raison pour laquelle le Pentagone s'est adressé à d'autres secteurs capables d'apporter leur quote-part pour la domination des peuples".

Quand on analyse les événements de cette manière, comme les explications deviennent claires face à tout ce qui se passe sur le continent! De toute façon, ce sont les gens du peuple qui en subissent les conséquences et reçoivent les gifles.

Libération, reconstruction et développement

Il y a cependant un fait dont nous devons tenir compte. Dans l'avenir qui s'ouvre devant nous, nous n'avons pas seulement à réaliser une oeuvre

de reconstruction ou de construction de la grandeur nationale. Nous avons à fournir un effort préalable de libération bien plus difficile. Il est en effet plus difficile de lutter contre les impérialismes que de lutter contre les autres forces mises à leur service, telles des armées d'occupation mais avec cette différence que loin d'être à la charge des Etats-Unis, elles sont au contraire payées par le peuple dont elles se moquent. Quand on regarde la question sous cet angle, on prend tout de suite la mesure de la tâche à accomplir et de la lutte à mener pour résoudre de façon définitive le problème argentin.

Ce préalable est la libération, une libération à deux niveaux: la libération de la dictature militaire et celle de la pénétration impérialiste. C'est seulement ensuite que l'on peut penser à reconstruire; auparavant c'est impossible. Et après la reconstruction, le développement. Certains veulent commencer par développer la Nation. C'est une erreur. Développer en favorisant l'impérialisme qui possède 75% du pouvoir et qui en obtiendra de la sorte 90%, c'est une chose à ne pas faire. Il faut d'abord se libérer. C'est la seule façon de procéder pour que le produit de notre effort et de notre travail nous appartienne à nous, et non à eux. C'est dire qu'il s'agit là d'un problème sur lequel il faut réfléchir, beaucoup réfléchir.

Une démocratie intégrée

Il faut convaincre notre peuple de la nécessité d'entreprendre cette lutte. Dans ce but, depuis mon arrivée dans le pays, je me suis appliqué à réaliser un accord entre toutes les forces civiques aptes à lutter contre les maux qui nous affligent depuis si longtemps. Mais elles ne peuvent apporter de solution au problème argentin que dans la mesure où s'unissent tous les argentins au delà des divergences de groupes ou de classes. Ou le problème argentin est réglé par tous les argentins, ou il est sans solution.

Le problème, messieurs, est donc clair. La tâche à accomplir sur le plan économique, politique et social ne peut être menée par le gouvernement d'un parti politique avec l'opposition correspondante. A plus forte raison, avec une opposition serrée et négative telle qu'elle a été mise en pratique durant tant d'années dans le système démocratique, libéral, bourgeois et capitaliste. Pourquoi? Parce qu'il s'agit d'un système qui sème d'un côté et détruit la semence de l'autre. Quel peut bien être le résultat final d'un système dans lequel les partis politiques se livrent à un travail d'opposition négative du type de celle dont nous avons souffert durant près d'un siècle dans notre pays? Ou nous changeons de système et parvenons à une démocratie moderne intégrée, ou nous échouons. Regardez l'exemple de l'Italie. Là, sur 500.000 km² vivent et vivent bien 60 millions d'habitants. Nous, sur 3 millions de km² et avec 24 millions d'argentins, nous vivons dans la misère. Quel est le nouveau système pratiqué par les démocraties intégrées de l'Europe?

Je posais la question à Andreotti, en toute confiance, au cours d'une conversation, et je lui faisais remarquer qu'il y avait là la démocratie chrétienne, le socialisme, le communisme, le néo-fascisme; je lui demandai: "Dites-moi, Président, quels sont vos meilleurs amis?" Il me répondit simplement: "Les communistes". Cela signifie que là-bas, ils ont tempéré et presque contenu les communistes, car c'est ce qu'il faut

faire dans les démocraties modernes. Faire qu'ils soient intégrés. D'où chacun peut lutter en fonction de ses idées, mais pour le même objectif. Que signifie vivre en Italie? Etant donné que les italiens se trouvent dans une grave situation de surpopulation et de manque de ressources naturelles, il leur faut travailler et lutter pour pouvoir vivre. Imaginer qu'un italien peut se réaliser dans une Italie qui ne se réalise pas est une vision chimérique difficilement acceptable. Un italien ne peut se réaliser que dans une Italie réalisée, faute de quoi personne ne peut atteindre sa pleine réalisation.

Bref, c'est le système vers lequel nous nous acheminons. Il n'est d'ailleurs pas tellement nouveau... dans la mesure où il a été pratiqué depuis 2.000 ans, depuis le moment où il a été annoncé aux hommes que les mêmes sentiments les unissent et que par intérêt - car l'intérêt est lui aussi facteur d'unité - ils sont capables de comprendre qu'il leur faut mener une action collective grâce à laquelle nous pouvons prétendre à notre réalisation, mais sans laquelle personne ne peut y parvenir. -

Voilà, messieurs, bientôt trente ans que nous soutenons ce point de vue, et cependant les gorilles de chez nous cherchent à nous tuer. Nous pouvons dire, en ce sens, que nous avons été des précurseurs, que nous payons le prix réservé aux précurseurs et que nous nous y conformons. Mais qu'ils ne viennent pas prétendre aujourd'hui que nous n'avons pas raison, alors que le monde va dans cette direction.

Un socialisme national

Aujourd'hui, messieurs, le monde a abandonné les schèmes capitalistes. Il se dirige vers un système socialiste. Il n'y a pas à avoir peur, car le socialisme va de l'internationalisme dogmatique du communisme aux monarchies socialistes de l'Europe du Nord, là où il y a un roi et son cortège de princesses; et c'est du socialisme.

Entre ces deux extrêmes il existe des milliers de nuances de socialisme qui sont pratiquées de diverses manières en chacun des endroits où il s'installe. Les socialismes arabes, différents de tous les autres, et différents d'un pays arabe à l'autre. Le socialisme de la Chine, différent de celui de la Russie. L'Allemagne a un socialisme allemand qui marche au pas des allemands. La France, aussi, et l'Angleterre sont des pays qui vont vers un socialisme français et anglais. Les anglais défont en ordre ce qu'ils ont. Les français construisent en désordre ce qu'ils veulent. Mais tous deux vont dans la même direction et en Europe, ce n'est guère différent. L'Europe est et continuera d'être durant des siècles l'intelligence du monde. Pourquoi? Parce qu'elle possède quatre mille ans de culture et que nous, malheureusement, nous n'en avons même pas 160. Cela veut dire que dans l'évolution politique et sociale, l'Europe a atteint un degré d'intégration continentale qui en fait probablement la puissance la plus grande et la plus forte du monde, malgré les bombes de cent mégatonnes et autres choses du genre. L'Europe a atteint ce degré au cours des trente dernières années qui ont suivi sa destruction lors de la Deuxième Guerre Mondiale.

Il y a également une Asie qui suit le même chemin, car, messieurs, il faut comprendre que l'évolution se poursuit toujours dans le sens d'une intégration croissante. Elle passe par l'individu, la famille, le

clan, la tribu, l'état primitif, l'état féodal, le nationalisme que nous, les vieux, avons vécu, le "continentalisme" de vous autres, les jeunes, pour aller sans doute jusqu'à l'universalisme qui sera la prochaine étape pour nos descendants. C'est dans cette perspective unifiée que je vois une Europe pratiquement intégrée et une Asie également intégrée.

L'intégration latino-américaine

Et nous? L'Amérique latine est le seul continent qui voit la dispersion de petits pays se querellant avec d'autres petits pays. Nous ne nous rendons pas compte que l'époque est révolue de la lutte entre pays, mais que s'il y a à lutter, c'est entre continents qu'il faut le faire. L'idéal serait de n'avoir pas à lutter, grâce à un système universel qui nous unirait tous.

Nous arrivons à l'étape continentale, et déjà avec la pointe des pieds posée dans l'universel. Il y a quelque temps se tenait à Stockholm une réunion dans laquelle on ne parlait déjà plus de pays. On y parlait de la Terre. L'homme a commencé à réaliser la folie qui consistait à tuer 100 millions d'hommes pour défendre des frontières qui n'existent que dans son imagination. C'est pourquoi d'ailleurs elles disparaissent.

Quelques jours plus tard se produisait un événement géopolitique à dimension universelle: la première grève mondiale de pilotes d'avion. C'est le premier fait social universaliste. Il existe aujourd'hui plus de trois cents commissions spécialisées sur l'étude de la défense de la Terre. Et il ne vient à l'idée de personne de parler de tel ou tel pays. Pourquoi? Parce qu'on sait que les petits pays isolés ou séparés les uns des autres dans un monde intégré sont voués à la disparition ou à l'intégration.

Nous sommes donc, vous et moi, placés devant un monde totalement différent sous tous les aspects, y compris religieux. Une Eglise du 19e siècle n'est plus possible, ni même une Eglise du 20e siècle. Il faut une Eglise du 21e siècle qui ne s'encadre plus dans la perspective de la démocratie libérale et bourgeoise qui a perdu toute signification, mais une Eglise qui rentre dans la perspective d'un système social plus approchant de la doctrine de notre Eglise que ne l'est le système actuel périmé. Certains vont à contresens? En politique, cela n'a aucune importance. Je cherche maintenant à faire l'union de tous les hommes politiques argentins dans cette perspective. Bien sûr, les endurcis du système passé, les vieux routiers de la politique ne sont pas d'accord! Les radicaux ont bien du mal parce que Irigoyen a dit un jour: "Pas de bouleversements!"; mais il a dit cela en 1916 et nous sommes en 1973; il a coulé beaucoup d'eau sous le pont depuis ce temps-là!

Il faut comprendre cette évolution. Cela consiste à rechercher les solutions dont nous avons besoin de façon plus impérieuse que les autres. Pourquoi? Parce que nous sommes en retard. Malheureusement le retard argentin est surtout un retard mental. Nous ne sommes peut-être pas en retard pour produire des matières plastiques, mais nous le sommes pour produire des faits sociologiques et politiques, lesquels sont plus importants que les plastiques. Voilà où est notre retard. Je m'en rends compte quand je m'adresse aux hommes politiques; je viens d'un milieu totalement différent. Egalement quand je m'adresse à la jeunesse. La

jeunesse argentine est sur le bon chemin. Les vieux en sont restés au 19e ou au 20e siècle. C'est pourquoi je dis: nous avons une jeunesse merveilleuse, elle est l'avenir de notre pays. N'oublions pas la jeunesse, sinon nous renonçons au devenir de notre pays. Je n'ai pas l'intention de perdre beaucoup de salive pour essayer de convaincre les vieux, car, par fatalisme biologique, cela ne donne aucun résultat.

Je suis plus intéressé à convaincre les jeunes; ils doivent brandir le flambeau et avancer pour illuminer le chemin d'un pays dont l'avenir peut être heureux. Sinon, nous nous trompons et nous luttons contre des ombres.

Il n'y a pas d'ennemis dans le pays. Il y a seulement quelques vieilles embarcations qui se produisent à la télévision pour dire des balourdises. Mais que peut-on leur dire? Cela arrive même dans les bonnes familles. Il se trouve toujours quelqu'un pour faire des fausses notes et pour faire des déclarations en dehors du sujet. C'est ce que je déclarais l'autre jour à des journalistes qui me demandaient pourquoi je ne faisais pas de déclarations... Je leur ai dit: "Je n'ai pas besoin d'assurer ma promotion, elle est déjà faite". Ils ajoutaient: "Mais il y a une campagne concertée!" A quoi j'ai répondu: "Cela ne m'intéresse pas. Ceux qui assurent ma promotion c'est Rojas, Sánchez Sañudo..."

L'Eglise doit changer

Pour revenir à l'Eglise (je dois vous dire que je suis frère, frère majeur de l'Ordre de la Merci depuis vingt ans; j'ai commencé dès l'enfance, à l'école de La Merci, c'est là que je suis entré dans le tiers-ordre et je n'en suis jamais sorti), j'ai accompagné et accompagne toujours la vie de l'Eglise. De même que le pays doit changer de mentalité de même l'Eglise doit-elle changer de mentalité. J'ai l'impression que le Vatican est d'accord sur ce point. J'ai parlé avec plusieurs personnes de là-bas. Le Vatican est clair sur la question et il veut l'évolution. Bien sûr, l'Eglise doit toujours faire attention, elle a des limites qu'elle ne doit pas franchir; c'est logique; les prêtres sont les prédicateurs du monde et les révolutions dans le monde se font grâce à des réalisateurs, mais avec 100.000 prédicateurs, il faut faire attention. Il est donc logique que l'évolution de l'Eglise se fasse peu à peu, sans sortir, disons, des coutumes, parce que tout peut se passer dans le cadre des coutumes. Le révolutionnaire n'est pas celui qui modifie les formes, mais celui qui conserve un fonds. De sorte que les formes concrètes peuvent varier à l'infini, mais le fonds qu'elle a maintenu pendant deux siècles ne doit pas changer.

Ce serait faire preuve d'anachronisme que de vouloir aujourd'hui se servir des mêmes méthodes que celles du temps de l'empire romain ou du Moyen-Age, ou recourir au système démocratique, libéral, bourgeois et capitaliste. Un certain nombre de gens s'arrachent les cheveux quand ils découvrent des curés socialistes! Moi, je vous le dis: pourquoi pas? puisque le socialisme est aujourd'hui pratiqué par le roi de Norvège et le cardinal de Hollande. Au Moyen-Age, le système démocratique, libéral et bourgeois a dû représenter une grande menace, mais aujourd'hui nous en sommes fatigués; le monde veut autre chose et c'est cette autre chose que nous devons nous appliquer à réaliser. Allons-nous nager à contre courant? Celui qui nage à contre-courant finit par s'y noyer: il en a toujours été ainsi dans la vie.

Il y a une évolution. Nous devons nous y couler. Elle peut se faire dans le sens du bien ou dans celui du mal. Appliquons-nous à oeuvrer dans le sens du bien et nous remplirons la mission de l'Eglise quelles que soient les circonstances, les lieux et les personnes avec lesquelles nous travaillons.

La tâche de l'Eglise

Par ailleurs j'ai l'habitude de dire que la tâche de l'Eglise n'est pas de chercher à convaincre ceux qui le sont déjà, mais ceux qui ne le sont pas encore. Ils sont nombreux. Ce n'est pas le lieu d'accuser la classe ouvrière d'avoir perdu la foi: "l'apostasie des masses", comme certains le crient à la cantonade. Pour moi, il ne s'agit pas d'apostasie, mais d'oubli d'une mission que l'Eglise n'aurait jamais dû oublier. C'est ainsi que je vois la situation. Quand je me rends dans un bidonville et que je rencontre les prêtres qui y vivent, je me sens plus catholique et plus chrétien que jamais.

Il est incontestable que la tâche des prêtres dans notre pays est ardue et difficile à cause de la grande misère existante. Notre action de chrétiens doit être là où est la misère pour résoudre les problèmes qu'elle engendre. Au spectacle des bidonvilles je dis: comment est-il possible qu'un gouvernement en place durant des années ait laissé pourrir la situation sans chercher de solution? A quoi sert-il donc? Oui, c'est un fait douloureux et irritant: la question n'a pas été résolue. Le gouvernement n'a-t-il pas le devoir de prendre la défense de tous les individus qui habitent le pays?

Mais je ne vais pas vous ennuyer plus longtemps. J'ai simplement voulu vous dire en toute franchise ma pensée qui est aussi celle de notre Mouvement, une pensée partagée par de nombreux groupes politiques en parfait accord avec nous. Je les ai consultés les uns après les autres. Ceux qui n'en font pas partie, c'est parce qu'ils ne partagent pas ces idées, pour des raisons politiques de détail ou d'orientation politique de leurs forces. En général, ceux avec qui j'ai parlé sont parfaitement d'accord avec tout ceci. Il nous reste à oeuvrer - ce que le peuple fait déjà - pour convaincre ceux qui résistent.

Convaincre et non se battre

Nous ne voulons pas nous battre, nous voulons convaincre. Dieu nous préserve qu'un jour la situation débouche sur la violence! Ce serait la pire des choses qui puisse arriver à notre pays. Je suis allé en Espagne pendant la guerre civile et je sais ce que c'est. Certains prétendent qu'ici cela ne peut pas se produire car ce n'est pas dans le tempérament argentin. Au cours d'une conversation avec le général Burnes, en Espagne, je lui disais: "Non, voyez-vous, le peuple argentin... je ne crois pas que notre peuple... c'est un peuple beaucoup plus doux, il ne s'embarquerait pas dans une guerre civile..." Et lui riait. Je continuais: "Car nous, finalement, nous avons à manger, nous nous défendons comme nous pouvons. C'est pour cela que les secteurs matérialistes prépondérants dans le peuple ne se lancent pas dans cette aventure; ils ne réagissent pas par instinct, mais par désespoir, comme tous les matérialistes". Et lui de rire. Quand j'eus fini, je lui demandai: "Pourquoi riez-vous?" Il me répondit: "Je disais exactement la même chose

avant la guerre civile. Quand nous nous sommes réveillés, nous avons lutté cinq ans durant et nous avons tué un million d'espagnols". La guerre, on ne sait jamais quand elle commence, comment elle évolue et moins encore quand elle finit. Pour moi, il est essentiel d'éviter toute lutte sanglante. Si je l'avais voulu, je l'aurais faite en 1955. J'étais général, après tout, j'aurais pu mobiliser une division et à sa tête marcher sur Córdoba; je prenais Córdoba, je fusillais tous ceux qui s'étaient soulevés et au moment de partir, j'ouvrais les portes de l'arsenal, je distribuais des armes aux ouvriers en leur disant: "Garçons, je veux trouver le terrain nettoyé à mon retour!".

Imaginez ce qui serait arrivé. La même chose, à Madrid, a coûté 100.000 morts le premier mois. Je n'ai jamais voulu répandre une seule goutte de sang pour conserver un pouvoir que nous pouvons reprendre si nous le méritons. Il est indiscutable que notre peuple est prêt pour l'une ou l'autre éventualité. C'est du moins comme cela que je vois le problème. Attention à ne pas jouer avec le feu. Car le peuple peut se soulever, et Dieu nous préserve alors le jour où il se soulèvera! Les peuples sont constitués de 5% d'idéalistes qui réagissent par instinct et de 95% de matérialistes qui ne réagissent que par désespoir.

Tous les peuples sont ainsi faits. L'idéaliste est comme le chien: si vous lui donnez un coup de pied, il faut ensuite le tuer pour vous en défaire. L'idéaliste n'est pas réaliste; il réagit par instinct. Le matérialiste est comme le chat: vous lui donnez un coup de pied, il saute et vous le ratez; si vous l'enfermez dans une pièce pour le mieux le prendre, il s'enfile sous les meubles, puis cherche à grimper aux murs; mais quand il s'aperçoit qu'il n'y a plus rien à faire, alors il se met sur ses gardes pour recevoir les coups: le désespoir provoque toujours des réactions plus terribles que l'instinct.

Puissions-nous ne pas mener le peuple au désespoir, car alors les 95% de chats vont se mettre en position défensive et nous allons voir la suite.

Pour finir, messieurs, je vous remercie très sincèrement d'être venus jusqu'ici et je me mets inconditionnellement à vos ordres, en frère de l'Ordre de la Merci que je suis.

Juan Perón

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)